
M.E.S., Numéro 124, Septembre - Octobre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 10 octobre 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2022

LES PERFORMANCES MACROECONOMIQUES INEGALEES DU GOUVERNEMENT DE LA RD CONGO DE 2019 A 2022. ANALYSE CRITIQUE

par

Constantin KASONGO MUNGANGA

*Professeur-économie,
Institut Supérieur de Commerce-Kinshasa*

Résumé

L'objectif de ce travail a consisté à démontrer objectivement les performances inégalées réalisées présentement dans le temps et/ou dans l'espace par le gouvernement congolais et les critiques y afférentes dont les solutions contribuent à l'amélioration de la gestion des affaires publiques.

Pour atteindre cet objectif, nous avons analysé les records par secteur économique, omettant le secteur monétaire dont l'absence du financement monétaire du budget de l'Etat est aussi importante.

Dans le secteur réel, malgré la persistance des crises externes et internes (pandémie de COVID-19, guerre en Ukraine, guerre à l'Est du Congo), la RDC a réalisé des performances inégalées : une forte croissance du Produit Intérieur Brut de l'ordre de 6%, taux supérieur à la moyenne africaine, une remarquable stabilité du cadre macroéconomique ainsi que l'amélioration du développement humain. Toutefois, on déplore la forte inégalité de la contribution des provinces et des secteurs au PIB, l'économie reste très fragile.

Dans le domaine des finances publiques, la remarquable mobilisation des recettes du pouvoir central permettant le doublement du budget en termes réels ainsi que la réalisation des excédents budgétaires en fin d'exercice mensuel et/ou annuel, constituent un double record jamais réalisé dans le passé. Les perspectives s'annoncent encore meilleures dans le temps en l'absence de chocs défavorables majeurs externes et internes. Ici on déplore également l'aggravation des inégalités salariales, la croissance n'est pas inclusive.

L'amélioration des relations extérieures a été sanctionnée positivement par deux performances inégalées : l'intégration de la RDC dans l'économie continentale africaine par la signature d'adhésion de la ZLECA, zone de libre-échange Continentale Africaine, ainsi que le bénéfice de plusieurs financements extérieurs en termes de milliards de dollars dont celui de 1,6 milliard du FMI en appui du PEG3.

Dans l'avenir, les bonnes perspectives de croissance et d'intenses financements internes et externes vont permettre à la RDC de jouer son rôle lui dévolu par le Chef de l'Etat, rôle d'économie motrice de l'économie africaine, de l'Allemagne d'Afrique. En rendant la croissance inclusive, profitable à la majorité des congolais entre autres moyens, par une sensible baisse de la tension salariale, le gouvernement de la RDC va matérialiser le slogan « le Peuple d'abord ».

Mots-clés : performances, macroéconomiques, gouvernement, RD Congo, analyse critique

Abstract

The objective of this work was to objectively limit the unequalled performance currently presented in time and/or space by the Congolese government and the related criticisms, the solutions of which contribute to the improvement of the management of public affairs.

To achieve this objective, we have analyzed the records by economic sector, omitting the monetary sector whose lack of monetary financing of the state budget is also important.

In the real sector, despite the persistence of external and internal crises (COVID-19 pandemic, war in Ukraine, war in Eastern Congo), the DRC has achieved unparalleled performance: strong growth

in the Gross Domestic Product of 6%, a rate higher than the African average, a remarkable stability of the macroeconomic framework as well as the improvement of human development. However, we deplore the strong inequality of the contribution of the provinces and sectors to the GDP, the economy remains very fragile.

In the area of public finance, the remarkable mobilization of central government revenue, allowing the budget to double in real terms as well as the achievement of budget surpluses at the end of the monthly and/or annual fiscal year, constituting a double record never achieved in the past. The outlook looks even better over time in the absence of major external and internal canceled shocks. Here we also deplore the worsening of wage inequalities, growth is not inclusive.

The improvement in external relations has been positively sanctioned by two unparalleled performances: the integration of the DRC into the African continental economy by signing membership of the ZLECA, the African Continental Free Trade Area, as well as the benefit of several external financings in terms of billions of dollars, including that of 1.6 billion from the IMF in support of the PEG3.

In the future, the good prospects for growth and intensity of internal and external financing will enable the DRC to play its role assigned to it by the Head of State, role of driving economy of the African economy, of Germany in Africa. By making growth inclusive, profitable for the majority of Congolese among other means, by a significant reduction in wage pressure, the government of the DRC will materialize the slogan "People first".

Keywords : performances, macroeconomics, government, DR Congo, critical analysis

INTRODUCTION

La compétence en matière de gestion d'un dirigeant, tel le Président de la République, s'apprécie au cours d'une période donnée, sur base des résultats atteints dans la réalisation des objectifs prioritaires poursuivis.

Les grands maux dont a souffert notre pays depuis l'indépendance sont notamment :

- La récession économique et l'inflation, voire l'hyperinflation entraînant la détérioration du niveau de vie de la population, le déclin du développement humain (secteur réel).
- Le désordre des Finances Publiques donnant lieu aux corruptions et détournements des fonds publics, sans sanctions négatives et générant ipso facto, des déficits budgétaires chroniques couverts essentiellement par des financements monétaires inflationnistes et occasionnant l'aggravation et l'insoutenabilité de la dette publique, tant interne qu'externe (secteur public)
- La méfiance des Institutions de Bretton Woods à l'égard de notre pays en raison de la mégestion de l'économie, ce qui a conduit au rejet de tous les programmes conclus avec le FMI et à la méfiance des Investisseurs extérieurs (secteur extérieur).
- La gabegie des émissions monétaires hyperinflationnistes en couverture des déficits budgétaires chroniques (secteur monétaire).

En réponse à tous ces maux, et malgré la persistance des crises internationales (pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine) et internes (cf. la guerre de l'Est), le Président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi, a mis en place des stratégies curatives dont les résultats positifs inégalés quantifiables et donc facilement vérifiables, ont reçu des félicitations des institutions de Bretton Woods (satisfecit).

Le présent travail fait le survol de tous ces records réalisés par le Chef de l'Etat.

I. PERFORMANCES DANS LE SECTEUR REEL

1.1. Expansion économique malgré les crises

La période d'étude sus-évoquée est une « période de crises » marquée par la pandémie de Covid-19 à l'échelle mondiale et par la guerre en Ukraine (crises extérieures) et par la guerre à l'Est de la RDC soutenue par des pays étrangers (crises intérieures).

Les mesures utilisées pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19, dont notamment le confinement, la fermeture des frontières et le respect des gestes barrières (distanciation physique), ont provoqué l'effondrement de l'économie mondiale, presque tous les pays (sauf deux) sont entrés en récession en 2020, avec une contraction de 3,3% de la croissance mondiale, selon le FMI.

- Tous les pays avancés sont entrés en récession et l'ensemble de leurs activités s'est contracté de 4,7% en 2020.
- Quant aux pays émergents, et en développement, leurs économies ont connu également un repli avec une contraction de 2,2%.

La Chine locomotive de l'économie mondiale constitue une exception dans ce groupe de pays, car en 2020, contrairement aux autres pays (sauf la RDC), la croissance économique de la Chine est restée positive en 2020 bien qu'en ralentissement par rapport aux performances réalisées les dernières années : le taux de croissance du PIB s'est élevé à 2,3% contre 5,8% en 2019, grâce notamment aux exportations du secteur médical, tirant profit des difficultés de ses concurrents.

- Concernant l'Afrique subsaharienne, elle n'a pas été épargnée par les effets négatifs de la pandémie sanitaire de Covid-19, les économies de cette sous-région se sont contractées de 1,9% en 2020 contre un taux de croissance positif de 3,2 en 2019.

La grande exception ici, étonnante pour tous les pays et les Institutions de Bretton Woods (BM et FMI), vient de la RDC, future locomotive de l'économie africaine dont, le taux de croissance du PIB est demeuré positif, soit 1,7% bien que souffrant plus que les autres pays, non seulement des effets négatifs des mesures sanitaires contre la pandémie de Covid-19, mais aussi et plus, des effets négatifs de la guerre de l'Est lui imposée par les puissances étrangères à travers le mouvement M23.

Cette performance du régime Tshisekedi étonne le monde à double titre :

- d'abord sur le plan spatial, la RDC reste en expansion économique pendant que tous les autres pays (sauf la Chine), dont ceux réputés pour la bonne gestion, sont entrés en récession économique ;
- ensuite sur le plan historique, la RDC connaît une expansion économique en période de crises externes et internes, alors que par le passé une faible crise en RDC provoquait la récession économique prolongée, et tous ses effets pervers (Hyperinflation, surendettement etc.).

Critique : L'économie congolaise reste très fragile, la croissance économique ne provient essentiellement que de trois provinces (ex Katanga, ville de Kinshasa et Kongo Central), en outre, l'activité économique est basée principalement sur l'exploitation et l'exportation des minerais.

Le développement est inégal : qu'il s'agisse de la répartition de la main d'œuvre, des investissements, des industries implantées, de la contribution au PIB et aux recettes publiques, la part de ces anciennes provinces dépasse 80% selon les études Statistiques de Mr. Adolphe Muzito, alors Premier Ministre en 2010 (cfr. Les années des Nationalistes au pouvoir, en chiffres Kinshasa, 2010).

Il est donc souhaitable qu'il soit conçu et mis en exécution une politique d'équilibre régionale et de diversification sectorielle par le truchement notamment de la localisation des investissements publics et privés et de la priorisation des secteurs économiques.

1.2. La Stabilité des prix malgré les crises

Depuis 1973, année marquant le début des politiques de Zaïrianisation et radicalisation de l'économie, l'économie congolaise avant le régime de TSHISEKEDI, vit généralement dans une situation inflationniste, parfois hyperinflationniste, la stabilité du cadre macroéconomique étant de courte durée malgré la mise en place de multiples programmes d'ajustement structurel successifs de 1976 à 2012, dont aucun n'est arrivé à terme, et le dernier, le PEG2 fut rejeté avant son terme par le FMI en raison de l'opacité dans la gestion des ressources minières.

Au regard de la bonne gouvernance du régime TSHISEKEDI, cfr le taux de croissance du Produit intérieur brut de la RDC demeurant positif en 2020 pendant que le Reste du Monde (sauf la Chine) est en récession économique, le FMI consentit à signer avec la RDC un nouveau programme d'ajustement structurel, le PEG 3 en juillet 2021, neuf ans après le rejet du PEG 2.

Depuis la mise en œuvre du PEG 3, et malgré la persistance des crises externes et internes sus-évoquées, la RDC est parvenue à sauvegarder la stabilité du cadre macroéconomique grâce à une gestion orthodoxe des politiques financières et monétaires.

La stabilité du cadre macroéconomique se matérialise manifestement par la stabilité des prix et des cours de change.

La stabilité des prix concerne la stabilité de l'indice général des prix, et non des prix sectoriels de certains produits ou services qui peuvent varier à la hausse ou à la baisse ; mais comme les chiffres sur l'indice général des prix ne sont pas à la portée de tout le monde et à tout moment, nous conseillons à ceux qui veulent vérifier nos affirmations de se référer à l'évolution des cours de change qui reste stables. 1USD = 2000Fc

Critique : la forte concentration du PIB sur les produits miniers et quelques provinces accentuent les risques de perturbation future liés aux troubles dans une province d'exploitation des mines (chocs extérieurs défavorables). La recommandation reste la même : la diversification de l'économie au niveau spatial ou régional et sectoriel, l'accent étant mis sur l'industrialisation du pays.

1.3. Amélioration du développement humain et durable malgré les crises

Le concept du développement humain est utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD en sigle, depuis 1990 pour compléter celui de développement économique, considérant que le *bien-être* des humains ne se limite pas à l'économie.

L'indice de développement humain est un indice composite se mesurant à partir de trois critères ou indices principaux :

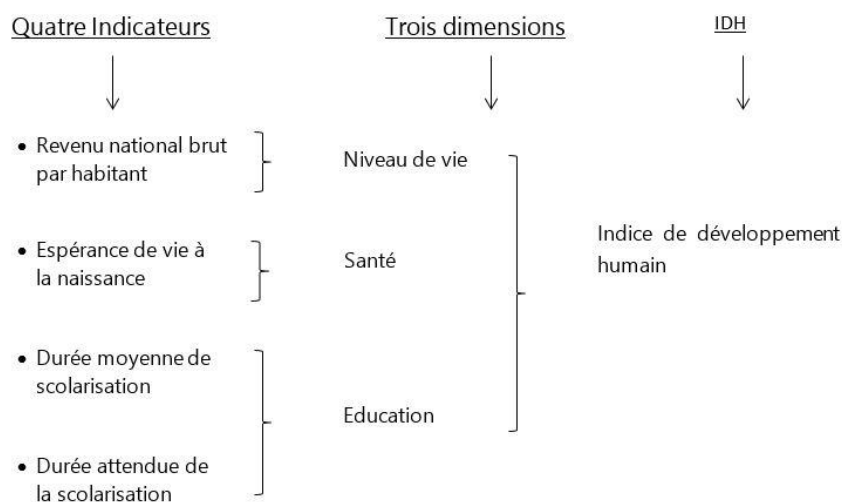
- l'indice du Produit intérieur brut (PIB) par habitant ;
- l'indice de l'espérance de vie (c'est la Santé) ;
- l'indice du niveau de l'instruction.

Par la combinaison des réalisations positives ci-après : la Stabilité du cadre macroéconomique et le taux de croissance du PIB positif supérieur au taux de croissance démographique, le programme de tous les 145 territoires, le couverture de Santé universelle et la gratuité de l'enseignement primaire, le régime Tshisekedi a incontestablement amélioré le développement humain réduisant l'extrême pauvreté (1,25\$ par jour).

Certes, de façon générale, l'extrême pauvreté va diminuer, mais il y a des risques que cette situation générale débouche sur la persistance, voire l'aggravation de la détérioration de

la situation sociale de certaines couches défavorisées de la population en raison de l'évolution très inégale des salaires et de la mégestion de fonds destinés aux investissements sociaux (Santé et à l'éducation).

Composantes de l'Indice de Développement humain



1.3.1. Réduction de la pauvreté par l'expansion économique et la Stabilité du cadre macroéconomique (ODD1)

Jusqu'en 2018, il y a eu l'augmentation de la pauvreté en raison de la dégradation du cadre macroéconomique et de la mal gouvernance financière.

Actuellement, sur base des Statistiques de la Banque Centrale du Congo, le cadre macroéconomique est demeuré relativement stable depuis 2020, assertion confirmée par la stabilité du marché des changes où la monnaie nationale connaît une variation pratiquement nulle et s'échangeant au taux de 1\$ US = 2000 FC.

- contrairement à l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat des revenus de la population et accentue la pauvreté, la stabilité du cadre macroéconomique induit la stabilité de ce pouvoir d'achat des revenus, même en l'absence des majorations salariales.
- la succession des taux de croissance positifs du PIB supérieurs au taux de croissance démographique (à l'exception de taux du PIB de 2020 constituant d'ailleurs un record ou prouesse), dans un contexte de stabilité du cadre macroéconomique, l'amélioration de l'indice PIB par habitant est inévitable, ce qui signifie le relèvement en termes réels des revenus des congolais, la réduction de l'extrême pauvreté et la marche vers l'éradication de la pauvreté.

Toutefois comme nous l'avons déjà signalé, l'amélioration du développement humain peut s'accompagner de fortes détériorations des conditions sociales en raison de l'évolution très inégale des salaires : à titre d'exemple : en 1975, un assistant d'Université avait le même salaire qu'un député ; actuellement sans considération des revenus dits « Invisibles » des députés, la partie visible mensuelle d'un député (16.000.000 FC = 8.000\$) représente les salaires de 40 assistants d'Université qui touchent 200\$/mois, soit une tension salariale de 1 à 40 !.

La situation est très alarmante et incompréhensible en faisant entrer dans le calcul, la partie dite « invisible » d'un député.

Le climat social est dès lors malsain, ce qui fait que (le bureau de la revue étant logé à l'UNIKIN), ce travail a connu des difficultés pour sa publication, les activités scientifiques étant suspendues en raison de la grève de l'APUKIN, Association des Professeurs de l'Université de Kinshasa, qui a connu plus de 40 décès dans ses rangs ces deux dernières

années à cause des conditions sociales déplorables, et par manque de soins appropriés, tel fut le cas du feu Professeur Kabamba Nteta.

Tableau : Evolution des taux de croissance du PIB

Année	Taux du PIB en %
2019	4,4
2020	1,7
2021	3,4
2022	6,2
2023	6,7

Source : - BCC : Rapport Annuel 2020 et Notes de conjoncture Economique du 15 et 29 juillet 2022
.- Ministère du Budget : Budget 2023

1.3.2. Lutte contre la faim des populations rurales par le Programme de 145 Territoires (ODD2)

La malnutrition chronique en RDC est la conséquence de la mauvaise politique budgétaire du pays négligeant les secteurs pro-pauvres et les provinces en faveur des villes et des classes politiques.

Dès lors beaucoup de villages ont disparu, ceux qui restent encore manquent des infrastructures nécessaires : absence ou insuffisance des écoles, des centres de Santé, des routes de desserte agricole, etc., situation alarmante à la base de l'exode massif des paysans mal nourris vers les villes dans l'espoir d'y trouver un emploi et une vie décente.

L'exode massif des paysans vers les villes et le chômage croissant dans les milieux urbains, ont engendré l'insuffisance des biens alimentaires et une sous-alimentation élevée, aussi bien dans les villes surpeuplées que les campagnes dépeuplées.

Soucieux de lutter contre la faim en dotant les provinces des infrastructures nécessaires à leur épanouissement et à leurs activités productives, le gouvernement Sama a conçu et mis en place un ambitieux programme de 145 territoires de la RDC.

C'est une initiative, première du genre, jamais pratiquée par les gouvernements précédents qui ne se souciaient guère des paysans. Lancé officiellement le 19 mars 2022, ce programme est doté d'un fonds de 1,6 milliards de dollars américains pour financer les infrastructures socio-économiques de base :

- réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole ;
- construction des ouvrages d'art : ponts, bacs ;
- construction des écoles et centres de Santé
- etc.

Les inquiétudes demeurent cependant, le peuple se rappelant des détournements monstres dans l'exécution de projets publics précédents ; pour pallier ces déboires, l'IGF et la Cour des Comptes doivent faire le suivi rigoureux.

1.3.3. Amélioration de la Santé par la Couverture Sanitaire Universelle (ODD3)

Actuellement la majorité de la population vivant dans l'extrême pauvreté, l'accès aux soins de Santé de qualité est devenu l'apanage des membres des classes riches, minoritaires dans la société congolaise.

La situation, après l'indépendance jusqu'ici, demeure préoccupante en raison de la forte détérioration de la santé sous toutes ses formes ; maternelle, néonatale et infantile etc.

Pour permettre à tous de vivre en bonne Santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge (ODD3), le Président Tshisekedi prit l'initiative de la mise en œuvre de « la Couverture Sanitaire Universelle », projet conçu jadis, mais jamais exécuté.

La mise en application de la Couverture Sanitaire Universelle devait aboutir à l'amélioration de l'Indice de Couverture des Services essentiels de Santé de la RDC, mais des inquiétudes demeurent liées à la bonne application de ce système : à titre d'exemple, à l'heure actuelle, le Ministère du Budget prévoit des subventions budgétaires sous forme de « Intervention Economique de Structures Spécialisées Santé », malheureusement le Ministère des Finances n'en fait aucun décaissement, orientant ces crédits ailleurs pour des raisons inavouées ; nous recommandons que le Ministère des Finances (s'il veut réellement réaliser cette volonté du Chef de l'Etat en matière de Santé) débloque des fonds budgétaires en faveur des cellules de Santé des Privés accompagnant le gouvernement, de même le Ministère du Budget doit aider le Ministère de la Santé en signant le « VISA » pour la Convention de Partenariat de Santé entre le gouvernement et les privés engagés dans le secteur de la Santé (comme c'est le cas dans l'EPSP), ces conventions de partenariat, signées par les privés et le Ministre de la Santé, attendent encore le VISA du Ministre du Budget pour leur mise en œuvre.

1.3.4. Amélioration de l'accès à l'éducation par la gratuité de l'enseignement primaire (ODD4)

Avant l'accession de notre pays à l'indépendance, la gratuité de l'enseignement primaire était une réalité dans notre pays alors appelé Congo Belge, et nous en étions les bénéficiaires ; le taux de scolarisation à ce stade était parmi les meilleurs en Afrique.

Dans les années après l'indépendance, jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Président Tshisekedi, la suppression de la gratuité de l'enseignement primaire, associée à l'extrême pauvreté des ménages et au budget dérisoire alloué au Ministère de l'enseignement primaire, a eu comme effet la dégradation de l'indice de l'éducation matérialisée par la non-scolarisation des milliers d'enfants, par manque de fonds exigés au titre de frais scolaires, la baisse de la qualité de l'éducation occasionnée par la démotivation des enseignants, soit mal payés, soit non mécanisés et impayés.

Soucieux de l'amélioration de l'éducation du Congolais, le Président Tshisekedi décréta la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire à partir de septembre 2019 ; un investissement ambitieux dans le capital humain de la RDC doté d'un financement annuel de plus de 1 milliard de dollar américain provenant des fonds propres et de la Banque Mondiale.

L'on assistera dès lors à des effets positifs induits par cette gratuité de l'enseignement primaire : près de 4 millions d'enfants ont repris le chemin de l'école, les revenus de leurs parents auparavant affectés à cette tâche ont été libérés et affectés ailleurs, la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la mécanisation des enseignants. Il s'ensuit donc actuellement l'amélioration de l'accès à l'éducation, et par conséquent du développement humain.

II. LES PERFORMANCES DANS LE SECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Depuis l'indépendance, la persistance des pressions inflationnistes et hyperinflationnistes était le fruit du désordre des finances publiques débouchant sur des déficits budgétaires successifs financés généralement par des avances de la Banque Centrale.

La gestion budgétaire, instaurée à partir du gouvernement de Sama Lukonde en 2021, débutera sur un double record : record dans la forte mobilisation des recettes publiques et un autre dans la réalisation des excédents budgétaires après l'exécution du budget.

Evolution des Budgets Annuels

Année	Budget en milliards de FC	Variations en %	Taux de change moyen	Budget en milliards de USD	Variations en %
2018	10.353	-10	1\$ = 1813	5,71	-
2019	10.352	0	1\$ = 1747	5,93	3
2020 Initial	16.895	63	1\$ = 1687	10,02	69
2020 Rectificatif	10.579	0	1\$ = 1852	5,72	-3,6
2021 Initial	14.235	35	1\$ = 2013	7,08	24
2021 Rectificatif	16.621	57	1\$ = 2006	8,29	45
2022	20.730	25	1\$ = 2085	9,95	20
2023	29.521	42	1\$ = 2022	14,6	47

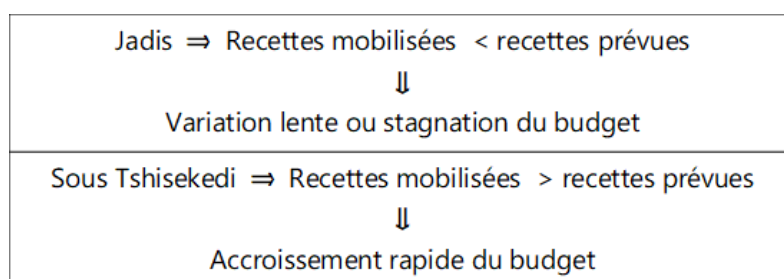
Source : statistiques Ministère des Finances et Budget et BCC

1.4. Record de forte mobilisation de recettes publiques et doublement du budget.

Après plus de 60 ans d'indépendance, le budget du pouvoir Central, équilibré tant en recettes qu'en dépenses, s'est situé en 2020 à la hauteur de 10 579 milliards de francs congolais (5,72 milliards USD).

Après la fin du gouvernement Ilunga Ilunkamba issu du FCC – CACH, et donc pendant le gouvernement Sama Lukonde de l'Union sacrée, le budget du pouvoir central a connu des taux d'accroissement effectifs en termes réels sans précédent de 57% en 2021 et 25% en 2022 ! A signaler aussi les réalisations en cours du budget 2022 dénotent que le taux d'accroissement de 25% en 2022 sera dépassé, les recettes publiques sous Sama Lukonde étant mobilisées en dépassement par rapport aux prévisions ; ainsi donc le budget du pouvoir central, sous le gouvernement de l'union sacrée, va augmenter de plus de 100% variant de 10.579 Milliards de Fc en 2020, 5,72 Milliards USD, à plus de 20.730 (+/- 10 Milliards USD) en 2022 en moins de deux ans.

C'est une performance jamais réalisée par le passé qui augure des lendemains meilleurs pour la RDC.



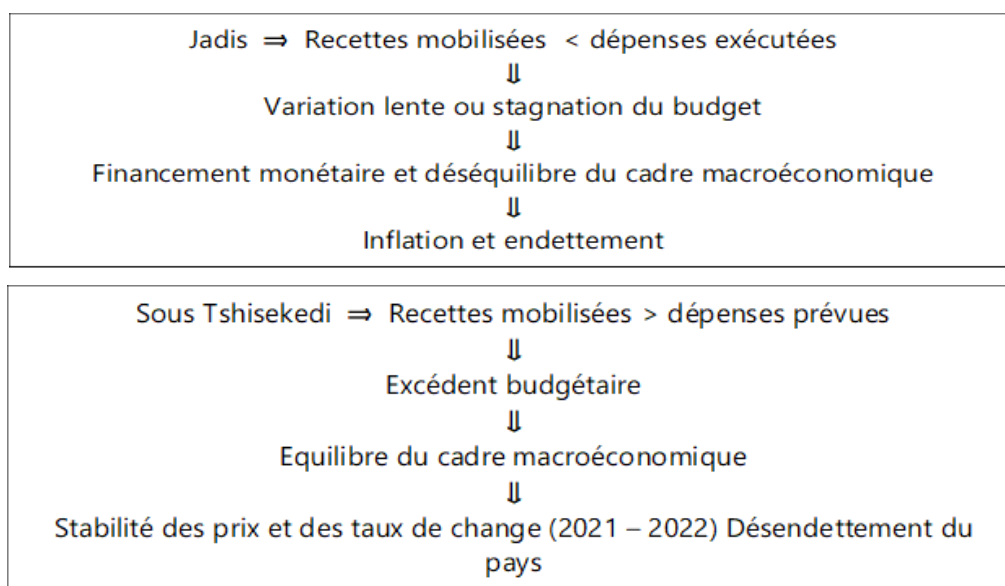
A notre avis, cette forte mobilisation est due essentiellement à l'efficacité de l'Inspection générale des Finances (dirigée par Jules Alingete) à laquelle le Président Tshisekedi a confié les pleins pouvoirs dans le contrôle de l'exécution des finances publiques.

1.5. Record de réalisation des excédents budgétaires

L'accent mis sur l'orthodoxie budgétaire, et particulièrement sur le respect strict de la chaîne de la dépense, suivi de la mobilisation forte des recettes devenues supérieures aux recettes prévues dans le budget, aboutit fatalement à la réalisation des excédents budgétaires mensuels nécessitant la confection d'un budget rectificatif. C'est le cas en 2021 où le budget initial a été revu à la hausse passant de 14.235 à 16.621 milliards de FC. Il en est de même du budget 2022 qui devrait normalement connaître une révision (budget rectificatif) à la hausse, si le gouvernement disposait d'assez de temps.

Rappelons que les déficits budgétaires génèrent les déficits de la Balance des Paiements, phénomène des déficits jumeaux, et donc ils occasionnent l'endettement tant intérieur qu'extérieur.

Par contre, et heureusement, les excédents budgétaires engendrent les excédents de la Balance des Paiements et participent donc au désendettement du pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.



Critique : pour la population, la croissance n'est pas inclusive, elle profite à une minorité, une classe dirigeante ou politique, ainsi lorsque le budget passe de 5 milliards à 10 milliards, toutes les rubriques budgétaires devraient doubler ou augmenter sensiblement, mais lorsque, à titre d'exemple, les rémunérations des Professeurs ne bougent pas, il y a alors aggravation des inégalités salariales, de la tension salariale. Nous recommandons à ce sujet le gel ou l'augmentation relativement faible de hauts salaires et un relèvement relativement élevé de bas salaires.

Une telle politique est bénéfique pour le gouvernement car restaurant la tension salariale acceptable et la paix sociale.

III. PERFORMANCES DANS LE SECTEUR EXTERIEUR

3.1. L'intégration dans l'économie continentale Africaine

Admirant le leadership de l'économie allemande dans l'économie européenne lors de son passage en Europe, le Président Tshisekedi déclara : « La RDC doit devenir l'Allemagne d'Afrique » ; cela veut dire que la RDC doit devenir l'économie motrice ou encore le pôle de développement qui, par ses effets d'entraînement en amont et en aval, sera l'acteur principal pour impulser positivement la croissance et le développement des économies nationales des Etats africains.

Au-delà de notre multi-appartenance à de multiples communautés régionales (CEEAC, SADC, COMESA, EAC), la réalisation de cette vision de Tshisekedi implique nécessairement l'intégration de l'économie congolaise dans l'économie africaine continentale. Le Président Tshisekedi a compris cela et permis à la RDC d'adhérer à la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA), la plus vaste Zone de libre-échange au monde avec 1,2 milliard de personnes et plus de cinquante Etats.

La Zone de libre-échange est une première étape dans un processus d'intégration long et difficile comportant 5 étapes : Zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique et monétaire et union politique.

Pour tirer profit de son adhésion à la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECA), la RDC doit diversifier son économie, s'industrialiser et produire davantage et à des prix meilleurs et compétitifs.

Pour pouvoir l'emporter sur les autres produits concurrentiels sur les marchés en dehors du pays. Il est déconseillé de rester cloisonné dans la monoproduction et mono-exportation des mines, handicapant les échanges avec les pays africains.

Quant à l'atteinte de l'objectif Tshisekedi de faire de la « RDC l'Allemagne d'Afrique », le combat à mener est certainement dur, et ne pourra commencer à faire ressortir des signes clignotants qu'à son deuxième mandat, au cas où le peuple prendrait en compte les records réalisés par sa gouvernance.

L'atteinte de l'objectif est très difficile compte tenu du très bas niveau d'intégration de la RDC dans les communautés régionales.

Actuellement, sur base de différents indices d'intégration, la RDC est jugée moins performante et classée le dernier ou l'avant dernier pays.

Toutefois, bien que le travail à mener s'avère dur, notre pays actuellement très faiblement intégré dans l'économie africaine, possède des atouts lui permettant de devenir la locomotive de l'économie africaine, plus que tout autre pays du Continent.

Pour rappel, l'indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) est un indice composite dont les éléments constitutifs sont ci-dessous détaillés, les exigences pour la RDC en sont ressorties.

- **Indice d'intégration productive**

Un pays est considéré bien intégré en termes productifs s'il dispose de la capacité de production de biens complémentaires entrant dans le processus de production des autres pays (matières premières ou produits consommables). C'est un indice qui mesure donc l'importance de la demande ou de l'offre des biens de consommation intermédiaire.

A ce sujet, le projet du Grand Barrage d'Inga, INGA3, reste un atout majeur de la RDC pour propulser l'industrialisation de toute l'Afrique, tous les pays pour produire à moindre coût, utiliseront l'énergie hydro-électrique d'Inga.

- **Indice d'intégration commerciale**

L'ouverture commerciale est généralement mesurée par le ratio des transactions commerciales par rapport au PIB. C'est la somme des exportations et importations régionales d'un pays divisée par son PIB.

Ici encore, la RDC dispose d'un atout majeur : ce pays presque aussi vaste que l'Europe occidentale, 4 fois la France et 80 fois la Belgique, par sa grande population en forte croissance (+/- 100 millions d'habitants actuellement), est en mesure de devenir un consommateur important de premier plan des produits africains, pesant lourdement sur les balances commerciales de différents Etats du Continent, à l'instar de la Chine dans l'économie mondiale ; il est donc temps que le gouvernement congolais réoriente l'importation de ses biens alimentaires et divers en privilégiant les fournisseurs africains, sans oublier de produire les biens dont l'Afrique a besoin et d'y chercher les consommateurs.

- **Indice d'intégration macroéconomique**

La réalisation des critères de convergence macroéconomique permet de créer un climat financier sain qui attire les investissements transfrontaliers, et par conséquent, conduit à l'intégration financière et macroéconomique.

La RDC, de par la bonne coordination de ses politiques budgétaires et monétaire garantissant la Stabilité du cadre macroéconomique, est en mesure de respecter les critères de convergence macroéconomique (taux d'inflation, déficit budgétaire, etc.).

- **Indice d'intégration des infrastructures**

La dimension infrastructurelle de l'IIRA est évaluée à travers le développement des infrastructures de la BAD. C'est un indice composite qui concerne le développement des infrastructures transfrontalières, d'électricité, des transports, de l'eau, des routes, etc.

Les atouts de la RDC à ce sujet ne manquent pas ; le projet d'Inga 3 alimentant toute l'Afrique en électricité, le projet de pont sur le fleuve Congo et la route reliant l'Est et l'Ouest de l'Afrique, associés à l'étendue du Congo au centre de l'Afrique, font de la RDC, le passage de transit indispensable pour les voyages intra-africains terrestres et aériens, du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest de l'Afrique.

- **Indice de libre circulation des personnes**

Cet indice mesure la volonté des pays à assouplir leurs politiques et favoriser davantage la libre circulation des personnes par la facilitation d'octroi des visas par exemple : une telle facilitation favorise à terme un mouvement régulier et important de la main d'œuvre des touristes et des hommes d'affaires vers ce pays d'accueil

A ce sujet, conformément à l'objectif noble de faire de la RDC, l'économie motrice de l'Afrique, et donc le carrefour des africains, il nous est demandé de consentir d'adhérer au « Protocole sur la libre circulation des personnes, et qui détermine le droit de résidence et la liberté de s'installer.

3.2. Financement extérieur en termes de milliards de dollars

Par manque d'information ou par mauvaise foi, certains compatriotes déclaraient que les voyages à l'étranger du Président Tshisekedi étaient dictés par l'esprit du tourisme.

Avec des preuves tangibles à l'appui, nous affirmons, à l'attention de tous nos lecteurs, que les rencontres du Président avec les dirigeants des Institutions de Bretton Woods et d'autres dignitaires et hommes d'affaires de l'étranger, ont procuré à notre pays, des financements importants sans précédent dans l'histoire de la RDC.

Sans parler des concours financiers également en milliards de dollars en provenance de la Banque Mondiale et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, nous parlons ici des aides financières uniquement en provenance du Fonds Monétaire International, car permettant une meilleure comparaison.

Avant le gouvernement Sama, de tous les programmes de stabilisation économique et d'ajustement structurel conçus et exécutés avec les concours techniques et financiers du FMI de 1976 à 2012, c'est le PEG2 (2009-2012) qui a bénéficié d'un appui financé le plus élevé.

Le PEG2 a bénéficié de deux financements, à savoir :

- un appui financier du FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'un montant de 345,5 millions de DTS, soit environ 551,5 millions de dollars ;
- une aide intérimaire supplémentaire de 45,7 millions de DTS, environ 72,7 millions de dollars US, au titre de l'initiative renforcée en faveur des pays Pauvres Très Endettés (IPTE), dans le but de réduire les paiements de la RDC au titre du service de la dette envers le FMI.

Sous gouvernement actuel, le FMI a approuvé en juillet 2021, le Programme PEG3 après une période de 9 ans de sans-programme en raison de rejet du PEG2 en décembre 2012 à cause de l'opacité constatée dans la gestion calamiteuse de ressources minières.

Le PEG 3 bénéficiera d'un appui financier de 1.066 millions de DTS (100% de la quote-part) ou environ 1,52 milliards de dollars USD. Le volet financier du PEG 3 représente donc 300% du concours financier en appui du PEG 2, n'est-ce pas un record dans l'histoire de nos relations avec le FMI ! Cela est dû principalement à la bonne gouvernance et aux bons contacts avec les Institutions de Bretton Woods.

CONCLUSION

L'objectif ultime de ce travail consistait à démontrer objectivement les records ou les performances inégalées réalisées dans le temps et/ou dans l'espace par le régime Tshisekedi, attestant sa compétence en matière de gestion des affaires publiques et à relever certaines failles dont la correction améliore le bien-être de la population.

Pour atteindre cet objectif, nous avons analysé les records par secteur économique, omettant le secteur monétaire dont l'absence du financement monétaire du budget de l'Etat est aussi importante.

Dans le secteur réel, malgré la persistance des crises externes et internes (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, guerre à l'Est du Congo), la RDC a réalisé des performances inégalées : une forte croissance du Produit Intérieur Brut de l'ordre de 6%, taux supérieur à la moyenne africaine, une remarquable stabilité du cadre macroéconomique ainsi que l'amélioration du développement humain. Nous avons recommandé la diversification de l'économie pour éviter la fragilité de l'économie concentrée sur 3 provinces et les mines.

Dans le domaine des finances publiques, la forte mobilisation des recettes du pouvoir central permettant le doublement du budget en termes réels ainsi que la réalisation des excédents budgétaires en fin d'exercice mensuel et/ou annuel, constitue un double record jamais réalisé dans le passé. Les perspectives s'annoncent encore meilleures dans le temps en l'absence de chocs défavorables majeurs externes et internes ; mais la croissance étant non inclusive une bonne politique salariale est nécessaire pour que ces réalisations profitent à la majorité des congolais.

L'amélioration des relations extérieures a été sanctionnée positivement par deux performances inégalées : l'intégration de la RDC dans l'économie continentale africaine par la signature d'adhésion de la ZLECA, zone de libre-échange Africaine Continentale, ainsi que le bénéfice de plusieurs financements extérieurs en termes de milliards de dollars, dont celui de 1,6 milliard du FMI en appui du PEG3.

Dans l'avenir, les bonnes perspectives de croissance et d'intenses financements internes et externes vont permettre à la RDC de jouer son rôle lui dévolu par le Chef de l'Etat, rôle d'économie motrice de l'économie africaine, de l'Allemagne d'Afrique ; en rendant la croissance inclusive, profitable à la majorité des congolais par une baisse sensible de la tension salariale, autrement dit par une politique de répartition équitable du revenu national, le gouvernement Sama Lukonde va réussir à matérialiser le slogan « Le Peuple d'abord ».

BIBLIOGRAPHIE

1. **BCC** :
 - Rapport Annuel 2020
 - Notes d'Evolution récente de la conjoncture économique du 15 et 29 juillet 2022.

2. **KASONGO MUNGANGA** : La Problématique des Programmes d'Ajustement Structurel durable en Afrique : Contraintes d'Appropriation et Leçons de l'expérience Congolaise de 1975 à 2012.
Thèse de Doctorat UNIKIN, décembre 2018

3. **Ministère des Finances** : PEG3, lettre d'intention du 10 juin 2022.

4. **Ministère du PLAN** : Rapport d'Examen National Volontaire des objectifs de Développement Durable. Kinshasa, Mai 2020.

5. **PNUD** : Rapport sur le développement Humain 2020